

La voix de l'opposition de gauche

Combat contre la Constitution de la Ve République : Pourquoi ne pas saisir l'occasion ?

Le 10 février 2011

Je vous propose une lecture commentée du communiqué du POI du 5 février dernier, qui portait sur le projet de modification de la Constitution annoncé par Sarkozy. Mon intervention est en bleue.

Les trois premiers paragraphes ont été rédigés pour les républicains, démocrates et syndicalistes du POI fidèles au régime et aux appareils, le dernier plus consistant pour ses militants intervenant dans la lutte de classe, et la dernière phrase, l'os à ronger (pour ce qu'il en reste !) pour son courant « *trotskyste* ». Avec cette notice vous devriez facilement vous y retrouver.

Rejet de la réforme constitutionnelle !

En annonçant leur intention de réformer la Constitution pour y introduire l'obligation d'équilibre des finances publiques, le Président de la République et le Premier ministre franchissent un nouveau pas dans la subordination à l'Union européenne.

Subordination à l'Union européenne ou subordination au capitalisme financier qui au cours de l'évolution du capitalisme au XXe siècle, plus précisément depuis le début des années 90, domine le capitalisme mondial ; l'Union européenne n'étant qu'une des institutions internationales du capital parmi d'autres chargées d'appliquer une politique conforme à ses intérêts, et dont les chefs d'Etat sont les véritables chefs d'orchestre dans les différents pays qui la composent.

Ajoutons que pour mieux embrouiller ou tromper les peuples, sous couvert d'élections au suffrage universel qui seraient l'expression de la démocratie de manière à fournir une légitimité à sa politique, l'Union européenne par le biais du Parlement européen (et tous les partis politiques qui y sont représentés) cautionne la dictature du capitalisme financier ou est complice des directives européennes qui lui sont soumises par la Commission européenne, après accord des chefs d'Etat qui en réalité en sont à l'origine.

Il est toujours bon de rappeler le fonctionnement de l'Union européenne, c'est le Conseil de l'Europe constitué des chefs d'Etat qui est aux commandes et signent les traités.

Les chefs d'Etat n'obéissent pas, ne se plient pas au diktat de l'Union européenne comme si elle leur imposait une politique contre laquelle ils seraient ou pourraient être opposés, puisqu'ils sont les représentants du capitalisme financier, et en tant que tels ils impulsent une politique antisociale au sein de l'Union européenne conforme aux besoins des institutions financières, quand elle ne leur est pas dictée par elles, dans le sens de rédigée à leur intention, il serait plus exact de préciser.

En résumé, les chefs d'Etat ne subissent pas la politique réactionnaire de l'Union européenne, puisqu'ils en sont les grands ordinateurs pour le compte de leurs commanditaires : l'aristocratie financière. Rappelons que l'Union européenne a été fondée par des chefs d'Etat européens en 1957 lors du Traité de Rome, qu'elle s'est étendue depuis à 27 pays et qu'elle continue d'exister uniquement par leur volonté et non par une opération du Saint-Esprit.

Une telle réforme aurait pour conséquence que, quelle que soit sa couleur politique, la majorité sortie des urnes serait contrainte par la Constitution de s'en tenir aux plafonnements de dépenses publiques (Etat, collectivités territoriales, Sécurité sociale, allocations chômage, minima sociaux) et de déficits dictés par Bruxelles et la Banque centrale européenne. Gouvernement et Parlement ne seraient plus que de simples outils subsidiaires de l'Union européenne (1).

Tiens donc, parce qu'hier ou demain il pourrait sortir des urnes une « *majorité* » qui n'aurait pas l'intention de se plier à la Constitution et de poursuivre la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon ? Pure invention mais qui n'est pas gratuite.

Morbleu, quelle est donc cette « *majorité* » qui serait douée d'une telle audace ? Dites-nous le, vite, des noms, nous sommes impatients de connaître les partis qui seraient susceptibles d'obtenir une majorité de députés à l'Assemblée nationale et qui auraient l'intention de rompre avec la politique de Sarkozy et son gouvernement.

Mieux ou pire encore, ils sous-entendent par là que cela serait possible sans cette foutue modification, mais voilà, avec cela deviendrait impossible, pas de bol décidément, dommage il faudra donc faire avec, il faudra se coltiner cette Constitution pendant des siècles et des siècles, amen, cette « *majorité* » devra commencer par abolir cet article de la Constitution pour pouvoir gouverner mais comme en réalité il n'y tiendra pas vraiment, la vie continuera comme avant, ce qui signifie aussi, à défaut d'abolir la Constitution toute entière, car ils y tiennent les bougres !

Quant à la dernière phrase, elle est excellente, un beau jour ils vont découvrir que gouvernement et Parlement étaient inféodés au capitalisme, ce qu'incarne exclusivement l'Union européenne !

Une telle réforme vise à fermer toute possibilité pour les organisations syndicales de négocier à partir des revendications ouvrières, l'Etat pouvant leur opposer l'obligation constitutionnelle de la rigueur. Que resterait-il de la démocratie et de la souveraineté ?

Ah ben alors, en voilà une bien triste affaire ! Les dirigeants pourris des syndicats ne pourront plus opposés leur politique contractuelle qui a largement contribué à détourner le syndicalisme de sa véritable mission, organiser les masses pour les dresser contre le patronat et l'Etat afin d'obtenir une amélioration de leur sort dans la perspective de leur émancipation du capital.

Plus possible de négocier, il faudra sur chaque revendication systématiquement engager le combat contre les patrons et l'Etat, ce sera classe contre classe. On comprend qu'ils soient dépités, n'ont-ils pas tout fait depuis un demi-siècle pour éviter un affrontement direct entre les classes ?

Lisez attentivement car cela vaut son pesant d'or, parce qu'il suffirait que l'Etat oppose aux travailleurs le sacro-saint respect de cet article contenu dans la Constitution pour qu'ils renoncent à leurs combats ? Mais où avez-vous vu jouer cela, dites plutôt que c'est vous qui capitulés en rase campagne !

Terminer le dialogue social et les pseudo négociations qui servent en fait à marchander des miettes pour les uns sur le dos des autres travailleurs pendant que le Medef se régale. Qui s'en plaindrait ? Le POI !

Quant à la dernière phase, décidément c'est une manie chez eux de terminer un paragraphe en essayant de nous faire prendre des vessies pour des lanternes : quelle démocratie ? Les « *négociations* » entre le gouvernement et le Medef d'un côté et les dirigeants pourris des syndicats de l'autre qui ne servent qu'à subordonner les travailleurs et les militants du mouvement ouvrier aux besoins du capital ?

On laissera volontiers la « *souveraineté* » à ces social-patriotes ! L'Etat, ses institutions, sa Constitution, leur république et leur démocratie ne sont pas les nôtres, libre au POI de les revendiquer.

Au moment où dans l'enseignement, les hôpitaux, à la poste, les travailleurs se mobilisent avec leurs organisations contre les suppressions de postes, les conséquences de la privatisation et les mesures qui découlent de la loi Bachelot ; au moment où dans l'ensemble de la fonction publique, ils sont confrontés aux 100 000 suppressions d'emplois d'ici 2013 et aux menaces contre le statut — et cela quelques mois seulement après l'immense mobilisation de millions de salariés contre la contre-réforme des retraites... cette annonce traduit les craintes du gouvernement Sarkozy-Fillon face à la résistance ouvrière. En proposant cette réforme constitutionnelle, le gouvernement Sarkozy-Fillon compte sur l'appui du Parti socialiste (sans lequel il ne peut obtenir 60 % des suffrages au Parlement, seuil nécessaire pour toute réforme constitutionnelle). Pour le Parti ouvrier indépendant, légitime est la mobilisation des travailleurs, paysans, jeunes, pour la défense de leurs droits. Légitime est leur rejet du chantage à la « nécessaire réduction des déficits publics », chantage exercé au nom d'un « intérêt général » qui n'est que l'intérêt des capitalistes, des financiers et des spéculateurs, défendu par le FMI et l'Union européenne. Au moment où en Tunisie, en Egypte, les peuples se soulèvent contre les politiques de misère et de déchéance, il doit être dit clairement que la démocratie exige le rejet de ce projet de loi. Au-delà, la démocratie exige : la rupture avec l'Union européenne, avec l'euro et avec les institutions de la Ve République.

Paris, le 5 février 2011

Les secrétaires nationaux du POI Daniel Gluckstein, Claude Jenet, Jean Markun, Gérard Schivardi

(1) Menace d'autant plus grave qu'elle se combine avec l'annonce par Sarkozy et Merkel, ce 4 février, d'un prochain « pacte de compétitivité de la zone euro » visant à instaurer un carcan anti-ouvrier (relèvement généralisé de l'âge de la retraite, disparition de toute indexation des salaires sur les prix...) et à assouplir les facilités financières offertes aux « marchés ».

Vous aurez compris que tout le reste n'était que du baratin pour faire passer ce qui précédait.

Après avoir affirmé que demain il pourrait sortir des urnes une « majorité » qui n'aurait pas l'intention de poursuivre la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon à condition que l'équilibre des finances publiques ne figure pas dans la Constitution, une pure vue de l'esprit, ils terminent en nous disant qu'ils sont pour la rupture avec les institutions de la Ve République. Franchement, on savait que le POI était en proie à des contradictions insupportables mais à ce point, de grâce, ne prenez pas les travailleurs et les militants comme témoins, pire, comme otages de votre opportunisme !

Au bout du compte, les arguments du POI contenus dans ce communiqué étant contradictoires, ils se neutralisent, s'annulent, il n'en reste rien. Tout un art, n'est-ce pas ? Voilà un terrain sur lequel nous n'essayerons pas de rivaliser avec eux, nous nous avouons vaincus d'avance.

Pour conclure, vous avez lu quelque part que le POI se prononçait pour l'abolition de la Constitution de la Ve République ? Non. Que réclament les travailleurs tunisiens et égyptiens sinon l'abolition de la Constitution, symbole de leur oppression par le régime policier mis en place par le RCD et le PND, les partis des tyrans Ben Ali et Moubarak.

Au lieu de se ridiculiser par une opposition stérile à cette modification de la Constitution, nous ferions mieux de nous en saisir pour montrer aux travailleurs et aux militants les rapports qui existent entre leurs problèmes quotidiens et la luxure dans laquelle se vautrent les actionnaires du CAC 40, leurs revendications et les salaires des grands patrons, la dette de l'Etat et la liquidation des services publics, le comportement des banquiers et des capitalistes avec la Constitution et les institutions de la Ve République, car tout est lié, et chacun sait ou devrait savoir que la solution à la crise du capitalisme est politique et qu'elle se situe au plus haut niveau, celui de l'Etat.

La modification de la Constitution proposée par Sarkozy met à l'ordre du jour la question de l'expropriation des capitalistes sans indemnité ni rachat, l'abolition de la Constitution qui a elle seule suffirait à liquider d'un coup les institutions de la Ve République, la dette de l'Etat qu'un Etat ouvrier ne reconnaîtrait pas, et tous les traités signés avec l'Union européenne.

Tout comme le PS et ses satellites qui sont pleins de bonnes intentions en parole à destination des travailleurs, le POI est pour la rupture avec les institutions de la Ve République, mais lorsque l'occasion (la énième) se présente de passer à l'exercice pratique : il n'y a plus personne, simple constat.